

Une planète et des hommes

UNE POLLUTION BIEN CACHÉE

Les 9 000 habitants de Saint-Louis (nord de Marseille) viennent d'être informés par la mairie que, depuis six ans, les eaux souterraines qu'ils utilisent pour leurs potagers ou piscines sont polluées au chrome VI, un produit cancérigène.

4,8 milliards

C'est, en dollars, le chiffre d'affaires engrangé en 2019 par la seule vente des pesticides les plus dangereux pour les cinq plus grosses firmes de l'agrochimie, selon l'ONG suisse Public Eye.

ÉCOSYSTÈME

Des collectifs refusent la « forêt usine »

SOS Forêt Pyrénées et le collectif Touche pas à ma forêt alertent sur un projet « écocide » de scierie industrielle sur le plateau de Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées.

Au pied des Pyrénées, sur le plateau de Lannemezan, à l'est de Tarbes et de Bagnères-de-Bigorre, la plus grande scierie industrielle du groupe italien Florian pourrait s'implanter fin 2020. Un projet « extractiviste » et « anachronique » en raison de son impact environnemental et social, dénoncent ses nombreux opposants. SOS Forêt Pyrénées (syndicats de professionnels de la forêt, gestionnaires et propriétaires forestiers, association de protection de la nature), Touche pas à ma forêt (unions locales CGT et Solidaires, militants communistes et écologistes, citoyens), France Nature Environnement et Nature en Occitanie ont lancé le 20 février une campagne de mobilisation pour empêcher ce projet de voir le jour. Ils s'adressent aux élus à tous les échelons et particulièrement à ceux de la communauté des 57 communes de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) désireux de voir se développer une activité industrielle de la filière bois. Ce plateau pyrénéen, anciennement constitué de landes, a été fortement reboisé.

Un projet aux impacts négatifs multiples

Le projet a été validé par l'État et la région Occitanie dans le cadre du plan de reconquête de la filière. Il s'agit d'une scierie automatisée, couplée à une usine de cogénération. Son objectif : fournir pour une durée de dix ans 50 000 m³ par an de grumes de bois d'œuvre de hêtres provenant de la chaîne des Pyrénées. Première livraison prévue en 2021. La communauté de communes de Lannemezan, porteur du projet, s'est appuyée notamment sur les études de l'Institut national de l'information géographique et forestière, concluant que la ressource était disponible pour approvisionner l'industriel.

Une conclusion que ne partage pas tout le monde. « Le volume est surdimensionné. 50 000 m³, cela veut dire couper en forêt 200 000 à 250 000 m³ d'arbres par an. 150 000 m³ sont déjà exploités. Cela fait donc presque 400 000 m³ de prélèvements annuels. Non seulement la ressource n'y est pas, mais aujourd'hui on a une forêt qui n'est pas mûre



Au pied de la chaîne des Pyrénées, le plateau de Lannemezan où doit s'implanter la plus grande scierie de l'industriel italien Florian. Brigitte Marie/PhotoNostic

On risque de rompre les équilibres », affirme l'animateur de Touche pas à ma forêt, Pascal Lachaud, maire adjoint PCF de Capvern et conseiller communautaire. Des acteurs de la filière comme la Fédération nationale du bois d'Occitanie ont d'ailleurs fait part de leur désaccord et refusé de signer la charte qui garantit à Florian la ressource mobilisable en quantité et en qualité.

Dans un argumentaire étayé et précis, SOS Forêt Pyrénées, qui n'est pas contre la valorisation du bois dans le massif, explique les multiples raisons pour lesquelles ce projet n'est pas soutenable. En plus de la ressource insuffisante, le collectif estime que le projet aurait des impacts négatifs à la fois sur la biodiversité et sur le tissu industriel et ar-

tisanal existant. La future scierie nécessiterait en outre de créer de nouvelles pistes et routes forestières.

« La quantité demandée entraînerait une régression du patrimoine forestier actuel. Il est primordial que nos communes n'apportent pas leur caution à un projet qui dégradera nos forêts en une poignée d'années, alors qu'il faudrait plusieurs décennies à l'écosystème forestier pour s'en remettre. Le bois est bien une ressource renouvelable, mais pas inépuisable », explique un syndicaliste membre de SOS Forêt Pyrénées.

L'Occitanie possède une biodiversité très riche, d'intérêt patrimonial national, mais elle est menacée. Selon France Nature Environnement, 36 % des oiseaux ni-

cheurs sont sur liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature, contre 32 % au niveau national. On sait que la biodiversité terrestre se trouve majoritairement dans les écosystèmes forestiers. La région Occitanie, choisie comme chef de file pour la biodiversité par la loi de modernisation de l'action publique territoriale (loi MAPTAR) de 2014, doit à ce titre renforcer la richesse écologique de ses forêts.

« Le bon sens voudrait que l'on redonne une place conséquente aux gros bois en les laissant pousser, puis mourir naturellement et se décomposer en forêt sous peine de continuer à appauvrir le capital forêts et dégrader sa fonction écologique. Un abattage démesuré des arbres réduit la capacité

UNE FORÊT JEUNE ET PEU DIVERSIFIÉE

79 % des forêts françaises ont moins de 100 ans car issues de la déprise agricole ou du reboisement après-guerre, indique le rapport « Gestion forestière et changement climatique » des ONG Canopée, Fern et Amis de la Terre. 80 % de la forêt plantée contiennent seulement sept essences et 84 % sont monospécifiques. Or, plus une forêt est diversifiée, plus elle surmonte les chocs climatiques et résiste aux insectes ravageurs.

20 % ENVIRON DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE SONT SÉQUESTRÉS PAR LES FORÊTS ACTUELLEMENT EN FRANCE.

de la forêt à capter le CO₂ », détaille le syndicaliste de SOS Forêt Pyrénées.

Réfléchir à des pistes pour développer la filière locale L'autre préoccupation, et non des moindres, concerne l'impact d'un tel projet sur l'activité existante. Elle serait fragilisée car le groupe Florian serait fait en situation de monopole. « On le voit dans l'agriculture, les petites structures disparaissent au profit des grosses exploitations », rappelle l' élu communiste, Pascal Lachaud. Quant à l'emploi, l'usine, automatisée, n'en promet que 20 à 25. Alors même que de l'argent public est investi pour l'installation et l'activité de l'entreprise. Sur un coût estimé à 11 millions d'euros pour la scierie seule, Florian apporte 40 %, les 60 % restants provenant de financements publics.

« Les millions d'euros d'argent public qui seraient investis pour un seul groupe pourraient servir à améliorer et développer la filière locale existante dans des proportions raisonnables avec un nouveau modèle de transformation du bois », estime Pascal Lachaud. Élu à la communauté de communes, il déplore l'absence de débat et de concertation dans cette affaire. Pour toutes ces raisons, les deux collectifs appellent à étudier d'autres pistes et à travailler avec les collectivités sur un « nouveau projet à taille plus humaine et respectueuse de l'écosystème forestier des Pyrénées ».

LATIFA MADANI

Le rapport qui jette un pavé dans la mare

des espèces. Son auteur, Gaëtan du Bus, docteur en sciences agronomiques et gestionnaire de forêts depuis vingt-cinq ans, explique : « Une intensification de la récolte pourrait avoir de lourdes conséquences pour la biodiversité et le climat. Cela se traduirait par une baisse de la fertilité des sols. Les forêts françaises sont encore jeunes et donc en pleine croissance. Nos stimulations montrent que, même en cas de mortalité aggravée liée au changement climatique, intensifier la récolte est sans doute la pire des options. »

Mieux vaut adopter le principe de précaution

L'étude démontre que le meilleur compromis est le maintien des niveaux actuels de récolte tout en s'appuyant sur des méthodes d'exploitation moins intensives et en assurant un couvert diversifié et continu. Les forêts résisteraient mieux aux futurs chocs climatiques. De plus, les nouvelles pratiques stimuleront les économies locales en relocalisant l'approvisionnement en bois d'œuvre, qui est actuellement majoritairement importé.

Le rapport est entre les mains de la députée Anne-Laure Catelot, chargée de la mission forêt et climat par le Conseil de défense écologique. « Il a reçu bon accueil de la part des experts et d'acteurs de la filière bois », assure Sylvain Angrand.

En tout cas, il a permis d'ouvrir le débat sur un sujet sensible. « Il a le mérite d'apporter une autre vision. La gestion forestière et la séquestration du carbone sont des sujets complexes. Le climat change vite. Avec autant d'incertitudes, il vaut mieux adopter le principe de précaution au lieu d'une stratégie interventionniste », affirme Nicolas Martin, chercheur en écologie forestière à l'Inrae. « Taper comme des fous sur la forêt, c'est se tirer une balle dans le pied », conclut le chercheur.

L. M.

(1) Institut national de l'information géographique et forestière et Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Lundi 24 février 2020 L'Humanité 11

Une planète et des hommes